

LIBYE

Les États-Unis valident les appréhensions du renseignement algérien

A petits mots, par touches successives, des manipulations de langage, des fuites bien organisées et des déclarations expertes, les États-Unis et l'Otan préparent les gens à la deuxième phase du plan. Les appréhensions du renseignement algérien sur le risque Libye sont validées.

De Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

La première dirigée par la France semble terminée. La seconde, la vraie, celle qui a sous-tendu tout le dispositif prend le relais. Bémol, toutefois, aux enthousiasmes initiaux.

Les insurgés ou rebelles, c'est selon, sont des civiles, des jeunes, pas du tout préparés aux combats, encore moins à une longue et sanglante guerre.

Les derniers jours, ils ont pratiquement cédé tout le terrain qu'ils avaient pu accaparer les premières heures de la rébellion. Les pro-Gueddafi ou forces loyales reprennent les villes et contre-forts un à un, «zenga-zenga» : Ajdabiah, Misrata, Bréga. Les insurgés tiennent Benghazi mais leur situation est intenable. Ils céderont.

Résultat. L'Otan multiplie les frappes aériennes, cassent et allument les positions

de Gueddafi, mais cela n'influe pas vraiment sur le rapport de force militaire, largement favorable au «Fou».

Cependant, la vraie crainte des Américains a trait aux informations — précises et vérifiées — qui deviennent donc du renseignement — selon lesquelles des éléments de Aqmi, donc d'Al Qaïda, infiltrent l'insurrection et s'apprêtent même à prendre le «commandement» de la rébellion vu l'inexpérience et le peu d'allant militaire des citoyens en armes.

D'où le changement de fusil d'épaule — c'est le cas de l'écrire — des stratèges de l'Alliance et des USA.

Depuis hier Bruxelles-Evere (siège de l'Alliance) bruisse de bruits, de contre-bruits et de ballons d'essai quant à l'ouverture de pourparlers entre Gueddafi et la rébellion.

La défection de Moussa Koussa, ex-ministre des Affaires étrangères, n'en



Photo : DR

serait donc pas une, mais une passerelle dressée pour faciliter les liens entre les protagonistes.

Abdou El Djalil, l'un des responsables du Conseil national de transition, principale force d'opposition en

Libye, ne balaie pas d'un revers de manche le cessez-le-feu. Bien au contraire ! Il le sollicite depuis hier.

La nouvelle donne en Libye vient au recours de l'expertise et du renseignement algériens. Dès le début du conflit,

l'Algérie mettait en garde contre le risque terroriste, la menace Aqmi, au cas d'une Libye avec trop plein d'armes et d'une intervention stratégiquement irréfutable. Nous y sommes.

A. M.

Libye, leçon de choses

En dépit d'une violente campagne diplomatique, médiatique et militaire visant à faire tomber très vite leur ennemi juré, les coalisés sont contraints de revoir leurs calculs. Prélude à un débarquement ?

Par Brahim Taouchichet

Dommages collatéraux du fait des bombardements aériens : au moins 40 morts, des civils. L'Otan — qui a pris ce jeudi 31 mars le commandement des opérations — et les coalisés se rejettent la responsabilité des massacres.

A Benghazi, où a débarqué l'envoyé spécial de l'ONU, les anti-Kadhafi réclament le départ du «Guide» libyen en préconisant même une feuille de route quant à son évacuation en douceur.

Barack Obama, qui veut décidément sa peau, reconnaît la présence d'agents de la CIA aux côtés des insurgés, en contradiction avec la résolution onusienne 1973 qui exclut toute présence militaire de la coalition sur le sol libyen.

D'un autre côté, les défections dans le camp loyaliste continuent, notamment avec la fuite à Londres du ministre des Affaires étrangères qui détient une foule de renseignements sur toutes les

affaires ayant agité jusqu'à une date récente les rapports Libye-Europe (comble du mépris, les autorités britanniques lui refusent l'immunité diplomatique). Visiblement, la course contre la montre est engagée : il s'agit d'éviter l'enlisement et l'internationalisation du conflit, perspective qui ne rentre pas dans les plans de ses instigateurs, désormais sommés d'avancer à visage découvert. En effet, un moi et demi après l'éclatement de la révolte, la situation n'est guère reluisante pour les partisans de la manière forte pour faire tomber le régime libyen.

En dépit d'une violente campagne diplomatique, médiatique et militaire visant à faire tomber très vite leur ennemi juré, les coalisés sont contraints de revoir leurs calculs.

D'abord vis-à-vis de leurs protégés qui réclament des bombardements aériens plus intenses et des armes les plus sophistiquées. Nous voilà bien loin de la zone d'exclusion aérienne. Dès lors, leur

agacement se manifeste au grand jour car ils ont pris conscience de l'incapacité des opposants libyens de battre Kadhafi, en particulier sur le terrain militaire même à grand renfort d'armes.

Pour preuve, il a suffi d'une accalmie dans les attaques aériennes pour que les «kataeb» el Kadhafi reprennent rapidement les villes perdues, faisant fuir des «insurgés» prompts à battre en retraite. Cela devient extrêmement inquiétant pour la coalition occidentale qui n'en démord pas et veut la tête du chef libyen. Les déclarations franco-britanniques et américaines quant à l'urgence de protéger les populations libyennes se font encore plus insistantes. Est-ce le prélude à un débarquement des troupes terrestres ? Hypothèse à ne pas négliger dans les scénarios du pire de la crise libyenne en dépit de la timide opposition de puissances comme la Russie et la Chine. Vu la résistance opiniâtre de Kadhafi, s'achemine-t-on vers une situation à l'ivoirienne avec deux pôles de pouvoir, l'un à Tripoli évidemment et l'autre à Benghazi, prémices d'un

pourrissement à multiples dommages collatéraux ? Par ailleurs, une sortie de crise par la voie diplomatique est-elle encore crédible compte tenu de l'activisme de dernière minute de l'Union africaine. Quoi qu'il en soit, nous voilà plongés dans une vraie atmosphère de guerre dans une région d'importance stratégique ouverte à toutes les convoitises aussi bien pour ses champs pétroliers que pour les facilités militaires (bases) qu'offrirait un gouvernement porté au pouvoir par les coalisés. Jusque-là, les pays du Sahel, se concertant, sont parvenus à contenir l'islamisme armé.

Mais qu'en sera-t-il demain ? Les terroristes profitent de la situation pour s'approvisionner à satiété en armes modernes (missiles sol-air, armement lourd) qu'ils n'ont plus besoin d'acheter chez les trafiquants internationaux grâce à l'argent des rançons. Outre leur nuisance avérée, leur instrumentalisation par ces mêmes puissances fait peser les pires inquiétudes quant à la stabilité de la région.

C'est à regretter — déjà — le romantisme qui a entouré les

«révolutions» tunisienne et égyptienne, louées et plébiscitées par ceux-là mêmes qui affichent leur détermination à enterrer Kadhafi.

«Révolution du Jasmin», «révolution du Lotus», qui nous rappellent que leur sœur libyenne est jusqu'à maintenant orpheline d'appellation. Les chantres du «printemps arabe» ne pensent même pas corriger ce tort, trop occupés qu'ils sont et surtout obnubilés dans leur course à partager la proie. On ne soupçonnait pas le pétrole libyen d'avoir une si forte teneur aphrodisiaque ! Tromperie sur la marchandise, publicité mensongère : voilà donc des accusations qui ne laissent pas indifférent. Et s'il faut bien se réveiller aux forfaitures de cet Occident historiquement violent malgré sa défense proclamée des droits de l'homme et des libertés en général, il faut bien admettre que cela dépend sous quel angle de vue l'on se place.

Être si généreusement arrosé de si bons mots, on a de la peine à se retrouver dans cette terminologie. Mais ne peut être dupe que celui qui le veut.

B. T.